



B.P. 429 27504 Pont-Audemer cedex
Tél. 02 32 41 08 15 Fax 02 32 41 24 74
E mail : info@ville-pont-audemer.fr

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRÊTÉ DE VOIRIE RÉGLEMENTANT LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION ROUTE DU MONT LES MARES POUR L'ENTREPRISE CVM TP MARRON

Le Maire de la Ville de Pont-Audemer,

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes,

VU la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82.213 relative aux droits et libertés des Communes,

VU l'article L 512-1 du Code de la Sécurité Intérieure,

VU le code de la route,

VU l'article 610-5 du Code Pénal,

VU la délibération n°0032-2026 Election du Maire,

VU la délibération n°0033-2026 Délégations exercées par le Maire au nom de la commune,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière et les textes d'application,

VU la demande écrite de l'entreprise CVM TP (MARRON), mandatée par ENEDIS, en date du 23 Mars 2026,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité des usagers pendant les travaux de terrassement pour branchement individuel électrique neuf, sis 177 Route du Mont les Mares à Pont-Audemer,

ARRETE

Article 1 : L'entreprise CVM TP (MARRON) est autorisée à neutraliser le stationnement au droit de la zone de chantier sis 177 Route du Mont les Mares à Pont-Audemer, afin de procéder aux travaux cités ci-dessus, à compter du 3 Avril 2026 et ce pendant 10 jours.

Article 2 : La circulation se fera sur une chaussée réduite et sera gérée manuellement par l'entreprise CVM TP (MARRON) qui devra veiller à maintenir une largeur de circulation suffisante pour les automobilistes. La vitesse de circulation sera limitée à 10 km/h.

Article 3 : La signalisation réglementaire et la déviation pour les piétons seront mises en place par l'entreprise intervenante afin de garantir la sécurité et la bonne circulation des usagers.

Article 4 : L'entreprise CVM TP (MARRON) devra veiller à prendre toutes les précautions nécessaires afin de protéger le domaine public et de restituer l'espace public à l'état identique initial après son intervention.

Article 5 : D'après l'article R.102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

Article 6 : Les infractions au présent arrêté seront relevées selon la réglementation en vigueur.

Article 7 : Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Pont-Audemer, la Police Municipale, l'entreprise BRUNET BATAILLE, l'entreprise CVM TP (MARRON), ENEDIS, le SMUR, les Sapeurs-Pompiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté sera rendu exécutoire dès sa transmission à l'intéressée.

Fait à Pont-Audemer, le 31 mars 2026

Le Maire



Alexis DARMOIS

